

ENGAGEMENT ET DÉCHARGE

Associé constitué en société

Je soussigné(e), _____, actionnaire, administrateur et dirigeant(e) de _____ (l'« Associé ») qui est associé(e), dirigeant(e) ou associé(e) et dirigeant(e) du cabinet d'experts-comptables _____ (le «Cabinet»), reconnais que le Cabinet a conclu une convention de participation avec le Conseil canadien sur la reddition de comptes (le «Conseil»), ce qui constitue, en vertu du Règlement 52-108 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, une exigence afin que le Cabinet soit autorisé à établir des rapports de vérification sur les états financiers d'émetteurs assujettis, la vérification représentant une part importante des activités du Cabinet. Je reconnais de plus que la convention de participation conclue entre le Cabinet et le Conseil exige que le Cabinet obtienne de chacun de ses associés et dirigeants un engagement et une décharge conformément aux dispositions des Règles du Conseil, et que j'ai signé et remis le présent document conformément à ladite exigence.

En considération de ce qui précède et consentant à être lié par les dispositions du présent document, je m'engage par la présente, à titre personnel et au nom de l'Associé en sa propre qualité et en ma qualité d'associé ou de dirigeant du Cabinet, à ne pas engager ni à poursuivre ni à demander à une personne, société de personnes, fiducie ou autre entité d'engager d'action, de réclamation, de demande reconventionnelle, de demande entre défendeurs, de mise en cause, ou tout autre type de procédure judiciaire ou autre, au titre d'actions, causes d'action, poursuites, procédures, réclamations, obligations, dommages-intérêts, griefs, dettes et demandes de quelque nature que ce soit, y compris au titre de dommages, d'une diffamation, d'honoraires juridiques et frais judiciaires, d'une perte, d'un préjudice, d'intérêts ou de coûts, contre des dirigeants, des administrateurs, des membres, des employés, des mandataires, des réviseurs, des conseillers juridiques et des

inspecteurs du Conseil (ou les personnes à leur charge, ainsi que leurs héritiers, liquidateurs, successeurs et ayants droit), quelle que soit la façon dont ils prennent naissance, qui existent ou pourraient exister dans l'avenir en raison de toute cause ou élément découlant de toute action ou omission commise de bonne foi dans l'exercice ou l'exercice prévu, des fonctions du Conseil, et je les décharge à l'égard de toute action, réclamation, demande reconventionnelle, demande entre défendeurs, mise en cause et tout autre type de procédure judiciaire ou autre.

J'ai expressément demandé que le présent document soit rédigé en français.

FAIT à _____, _____, le _____ 201__.

SIGNÉ, SCELLÉ ET REMIS en la présence)
de :)
)
)
)
)
)

_____ ()

Instructions: Veuillez signer et inscrire un «X» ou toute marque entre les parenthèses à la droite de votre signature en guise de sceau.